

M. Argue: Une question complémentaire. A-t-on invité le Canada à accroître sa participation à ces forces ou a-t-il lui-même fait une offre en ce sens?

L'hon. M. Green: Non, monsieur l'Orateur. On n'a pas demandé au Canada, comme l'a signalé hier le premier ministre, de fournir des troupes supplémentaires. Je crois qu'on en a demandé aux pays qui n'en fournissent pas déjà.

L'hon. Paul Martin (Essex-Est): Afin que cela soit bien clair, puis-je poser la question suivante? Faut-il comprendre que le secrétaire général, dans la note qu'il a envoyée aux pays dont des troupes font partie des forces des Nations Unies au Congo, n'a pas demandé de renforts?

L'hon. M. Green: Non, monsieur l'Orateur! La demande ne serait pas faite en des termes aussi généraux. Elle s'adresserait à des pays particuliers et, comme on l'a signalé, le Canada n'a pas été invité à fournir des troupes supplémentaires. Le Canada a vraiment fait beaucoup si on compare son effort à celui de la plupart des autres États membres des Nations Unies.

LES RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

INTERPELLATION À PROPOS DES MODIFICATIONS APPORTÉES AUX ARRANGEMENTS RELATIFS AU PARTAGE DES IMPÔTS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. J. W. Pickersgill (Bonavista-Twillin-gate): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre des Finances s'il envisage d'apporter des modifications aux arrangements relatifs au partage des impôts avec les provinces pour l'année financière 1961-1962.

L'hon. Donald M. Fleming (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, aux conférences fédérales-provinciales sur les questions fiscales, la discussion a porté seulement sur des mesures intéressantes la période qui commencera le 1^{er} avril 1962. Deux questions dont je me souviens en particulier pourraient s'appliquer à la période antérieure à cette date mais, en général, les discussions ont porté sur les nouveaux arrangements qui devraient entrer en vigueur une fois la présente entente de cinq ans terminée.

L'hon. L. B. Pearson (chef de l'opposition): Une question supplémentaire. A-t-on signalé au ministre une déclaration attribuée à M. Frost et selon laquelle il serait impossible pour l'Ontario de présenter un budget tant que les décisions du gouvernement fédéral ne seront pas connues à cet égard?

[L'hon. M. Green.]

L'hon. M. Fleming: On ne m'a pas signalé cette déclaration. J'en ai entendu parler à la radio ce matin. De toute évidence, c'est une question de budget, et il serait déplacé que je fasse des observations au sujet des projets du gouvernement ontarien à cet égard. Comme de raison, je ne connais rien des projets budgétaires du gouvernement ontarien, mais il se peut que les arrangements que nous pourrions conclure pour la période commençant le 1^{er} avril 1962 aient des répercussions sur les prévisions budgétaires de ce gouvernement pour cette année. Mais je n'en sais rien.

L'hon. M. Martin: Le ministre ne voudrait pas nous laisser croire, j'espère, qu'il n'est pas en excellents termes avec le premier ministre de l'Ontario?

L'hon. M. Fleming: Oh non, monsieur l'Orateur. Je suis certain que cette pensée n'est venue à l'esprit de personne ici, à l'exception du représentant d'Essex-Est.

L'hon. M. Hellyer: Il ne permettrait même pas au premier ministre de l'Ontario de glisser un mot dans la conversation.

L'hon. M. Pickersgill: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur...

M. Argue: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur: Je crois devoir écouter la question supplémentaire de l'honorable député d'Assiniboia.

M. Hazen Argue (Assiniboia): Monsieur l'Orateur, le ministre pourrait-il dire à la Chambre si on a fixé une date pour la tenue d'une conférence fédérale-provinciale sur les questions fiscales, à laquelle les premiers ministres provinciaux participeraient?

L'hon. M. Fleming: Non, monsieur l'Orateur.

M. Argue: Le ministre peut-il nous dire s'il y aura une telle conférence d'ici un mois ou deux?

L'hon. M. Fleming: Je ne crois pas qu'une conférence se tienne très prochainement.

L'hon. M. Pickersgill: Monsieur l'Orateur, à titre de question supplémentaire, puis-je demander si le gouvernement envisage d'envoyer à ce sujet une communication aux gouvernements provinciaux d'ici le mois prochain?

L'hon. M. Fleming: Oui, monsieur l'Orateur.

LE COMMERCE

FRUITS ET LÉGUMES IMPORTÉS DE CUBA

L'hon. George H. Hees (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, le député de Fort-William m'a signalé hier un article du